Défense des valeurs de la République : un enjeu aussi pour l'enseignement agricole

Les récentes attaques terroristes de Paris ont profondément interpellé, inquiété toute la population française parce qu'elles touchaient au vivre ensemble et aux valeurs de la République (liberté d'expression, tolérance, laïcité...). Elles ont notamment touché l'École en tant qu'institution parce qu'elle a, en partie, la charge de la transmission et du partage de ces valeurs à travers son rôle d'éducation à la citoyenneté. Dans l'enseignement agricole public, une réflexion doit être portée pour mieux éduquer les élèves, les étudiants aux valeurs que nous portons tous au sein des établissements scolaires et dans la société. Il faut former au sens critique et préparer les apprenants à un débat en ne laissant personne de côté. Si la République, la laïcité et la citoyenneté sont au cœur de tous nos établissements, elles doivent y retrouver une vraie place et une meilleure lisibilité. Ce dossier porte un regard sur la situation dans nos établissements avant le débat sur ces questions annoncé par Stéphane Le FOLL.

Dossier réalisé par William APPOLINARI - Thierry ARENZANA - Olivier BLEUNVEN - Laurence DAUTRAIX - Brice FAUQUANT - Serge PAGNIER - Rémi PHILTON - Valérie SOPHYS - Yoann VIGNER (et Louis CAVALEIRO - photos)

L'EAP : un rempart contre le développement des communautarismes !

Composantes du service public d'éducation et de formation, « l'enseignement et la formation professionnelle agricoles publics (...) sont dispensés dans le respect des principes de laïcité, de liberté de conscience et d'égal accès de tous au service public » - cf L811-1 du code rural. Or, si la neutralité des établissements publics d'enseignement agricole est garantie par la loi, il en est autrement de l'enseignement agricole pris dans son ensemble. En effet, la place faite, au Ministère de l'Agriculture par les politiques publiques conduites ces cinquante dernières années, à l'enseignement privé quelque soit sa composante, constitue un obstacle au développement de la liberté de conscience et à l'accès de tous au service public. Les camarades du Snetap-FSU qui représentent les personnels de l'EAP dans les commissions professionnelles consultatives d'élaboration des référentiels pourraient témoigner du niveau d'inféodation de fédérations du privé avec les organisations professionnelles et des difficultés à changer les paradigmes

des référentiels de métier et de formation vers des productions plus vertueuses et sociales. Les débats de société récents et notamment du mariage pour tous ont démontré des proximités entre le CNEAP et les opposants.

Pour couronner le tout, ce contexte est d'autant plus grave, que l'égal accès de tous au service public n'est absolument pas garanti dans l'enseignement agricole. Les composantes du privé se retrouvent en situation de quasi monopole de certaines formations ou secteurs professionnels de formation. On citera comme exemple le cycle 4^e et 3^e de l'enseignement agricole que des autorités académiques ont complètement dédiées à l'enseignement privé après avoir fermés les classes existantes de l'enseignement agricole public ou encore les filières professionnelles « service aux personnes » où les formations de niveau V et IV sont uniquement proposées dans les établissements privés. Engagé dans les suites du 11 janvier, dépassons les discours et imposons leurs réimplantations dans le service public.